

L'ÉTINCELLE ANTI-CAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

www.jeunes.npa2009.org

#33
JANVIER
2014

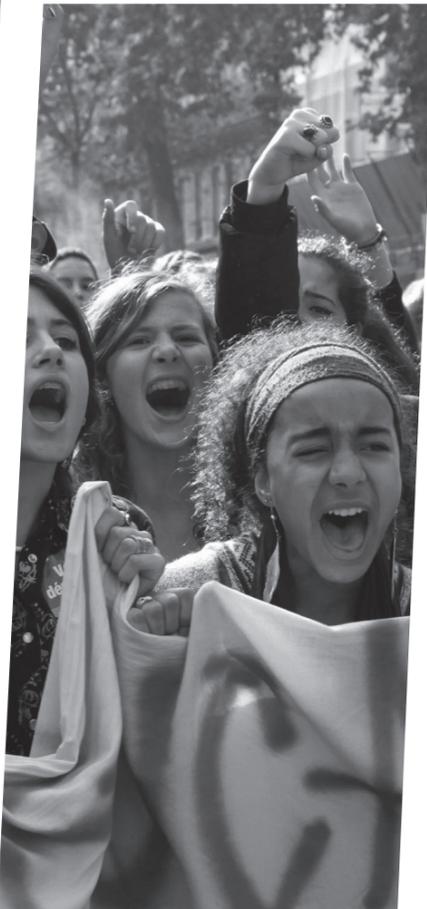
1€



austérité



racisme



En **2014**
STOPPONS! ce
GOUVERNEMENT!

En 2013, le gouvernement a décidé d'envahir deux pays africains en déclenchant la guerre au Mali et en Centrafrique. Les prétextes de protection des populations ou humanitaires ne changent pas et cachent mal la réalité : la défense, avec des moyens militaires, des intérêts des grandes entreprises. L'uranium et le diamant de la Centrafrique et la stabilité globale de la région riche en ressources exploitées par Total, Areva ou Boloré, justifie pour ce gouvernement impérialiste les centaines de morts que provoque son intervention. D'ailleurs, en Centrafrique actuellement, l'une des

premières choses qu'ont fait les 1600 militaires fraîchement débarqués a été de protéger le site de Total... Et ici en France, les populations qui fuient justement la misère ou la guerre provoquées par l'impérialisme français se retrouvent chassées et expulsées comme sans-papiers. Voilà toute l'hypocrisie d'une politique soi-disant «humanitaire» mais qui sert en fait les intérêts froids des grands groupes du CAC 40.

C'est le même gouvernement qui pille l'Afrique avec son armée et qui généralise l'austérité dans toute la société. Il s'agit

des deux faces d'une même politique qui vise à assurer la compétitivité des capitalistes français. En pressurant les salaires ou en attaquant l'éducation dans les universités ou les lycées, c'est notre avenir qui est directement remis en cause alors que les profits se portent à merveille.

Lors de la traditionnelle séance des vœux de Hollande, ce dernier a fait une véritable déclaration de guerre aux classes populaires : une nouvelle loi, dès le début de 2014, pour baisser les « cotisations patronales ». Derrière le baratin il s'agit de s'attaquer frontalement à la

baisse des salaires. C'est un nouveau saut dans l'offensive que mène ce gouvernement qui ne peut souffrir d'aucune hésitation : construire une grande mobilisation des jeunes et des salariés, dans la rue, par des mouvements de grèves massifs, en additionnant les forces de ceux qui luttent, en faisant converger les résistances. C'est ce que proposent les jeunes du NPA : s'organiser pour agir dès maintenant contre la casse de notre avenir, l'austérité et le racisme, pour stopper ce gouvernement !

ZOOM SUR

NON à l'intervention française en Centrafrique !



P.7

DOSSIER

nos ARGUMENTS CONTRE l'extrême droite

P.4


**NPA
JEUNES**

En Bretagne comme ailleurs : INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Ces deux derniers mois, la situation en Bretagne a été explosive, on l'a vu avec les manifestations des « bonnets rouges ». Les médias ont relayé principalement un refus de l'écotaxe, refus qui rassemblerait tout le monde, le MEDEF comme les ouvriers. Les centrales syndicales ont refusé d'appeler à manifester le 2 novembre à Quimper, appelant du même coup à une autre manifestation à Carhaix le même jour. On a même entendu le Front de Gauche, par l'intermédiaire de Jean-Luc Mélenchon, traiter les ouvriers d'« esclaves ». Alors que se cache-t-il réellement derrière ce mouvement des « bonnets rouges » ?

La situation dans l'agroalimentaire en Bretagne est dramatique avec la crise. Les salariés des boîtes telles que Marine Harvest, Tilly-Sabco, Gad, Doux, font ainsi face à des milliers de licenciements. Ce sont les travailleurs menacés de licenciements de Marine Harvest, qui rassemblés le 18 octobre, ont décidé d'appeler à une manifestation le 2 novembre à Quimper, avec une volonté de faire le lien entre les différentes boîtes en luttant. L'annonce de la mise en place de l'écotaxe au 1er janvier 2014 est venue s'ajouter à cela, et évidemment les patrons et la droite s'en sont emparés. Cette écotaxe en plus d'être inefficace écologiquement (elle concerne les axes routiers, mais pas les autoroutes) est complètement injuste et encore une fois ce sont les travailleurs qui payent une crise qui n'est pas la leur !

La manifestation du 2 à Quimper a été une franche réussite, puisqu'elle a réunie plus de 30 000 personnes, ce qui n'a pas été le cas de celle appelée à Carhaix. Ce sont des milliers d'ouvriers, des jeunes, des précaires qui se sont rassemblés à Quimper. C'est bien contre la politique du gouvernement qu'ils se sont prononcés ! Il ne s'agit pas ici de minimiser le fait que la droite y était présente. L'extrême-droite aussi a manifesté à Quimper le 2 novembre. Si elle était peu nombreuse au regard du reste de la manif, qu'elle ait pu prendre place dans une manifestation du mouvement ouvrier reste un signe alarmant que nous devons prendre en compte. Suite à ces manifestations, les centrales syndicales ont tenté de contrer l'ampleur du mouvement des « bonnets



rouges » en appelant à des contre-manifs le 23 novembre dans plusieurs villes en Bretagne (Rennes, Lorient, Morlaix). Ces manifestations ont été loin du succès escompté. Les « bonnets rouges » avaient appelé à une autre manifestation le 30 novembre. Le comité de soutien du maintien de l'emploi qui avait été créé le 18 octobre à Carhaix, y a lui aussi appelé, avec la volonté de regrouper un pôle ouvrier sur le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, ce qui a réuni plus de 2000 salariés déterminés.

Il est évident que la Bretagne est l'endroit où se cristallise le plus la contestation du gouvernement et de sa politique d'austérité en ce moment. Il faut réussir à étendre ce mouvement de contestation partout dans le pays en réussissant à faire la convergence entre tous les travailleurs menacés de licenciements, mais aussi tous ceux qui subissent la crise et la politique d'austérité.

Mimosa - Rennes

antiracisme

Valls en meeting à Paris... NO COMMENT !



Le 27 novembre 2013, nous étions une soixantaine à nous réunir devant le siège du PS à l'appel de l'Union nationale des sans-papiers. Après une heure de slogans dynamiques réclamant l'arrêt des expulsions et de la stigmatisation des minorités, nous avons pris le métro pour rejoindre la Mutualité, où se déroulait un meeting « contre les extrémismes » avec Christiane Taubira, Manuel Valls et Harlem Désir. Les forces de l'ordre nous ont encerclés dès notre sortie du métro, nous empêchant de manifester devant le lieu où se déroulait le meeting, place déjà occupée par des cathos

intégristes venu-e-s faire une prière de rue contre le mariage pour tous et pour toutes. Encore une preuve des préférences d'un État dit laïc et de droit : autoriser des religieux-ses à manifester contre la liberté de tous et de toutes à disposer de leurs corps plutôt que de laisser manifester des sans-papiers, et ce même après les naufrages causant des centaines de victimes. Contre les politiques racistes et la banalisation des idées réactionnaires, nous exigeons : la régularisation de tous et de toutes les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, le droit de vote des étrangers et des étrangères à TOUTES les élections, la fin du contrôle au faciès et la dissolution de tout l'appareil répressif de l'État policier, comme la BAC et les polices municipales.

Stephane - 92 nord

Retour sur les trente ans de la marche pour l'égalité

Le 7 décembre dernier, plusieurs milliers de personnes ont fêté un anniversaire : celui de la marche pour l'égalité qui avait réuni dans les rues de Paris près de 100 000 manifestants contre le racisme, les violences policières et pour l'égalité en 1983. trente ans après, la mobilisation n'avait pas la même ampleur. C'était couru d'avance ! Pourtant elle a été une réussite.

Cette mobilisation, c'était avant tout celle des premiers concernés et de leurs soutiens, ceux qui en bref, connaissent le racisme à travers leur quotidien. Les cortèges étaient ceux de collectifs divers et variés : collectif des sans-papiers, lycéens mobilisés contre les expulsions, collectifs antifascistes ou antiracistes de toute la France, collectifs contre les violences policières, BDS, etc. Ce mélange des genres ne pouvait que se faire dans un défilé dynamique et revendicatif.

Enfin, cette manifestation a aussi été une réussite parce qu'elle aura permis de se rappeler que nous ne sommes pas seuls à croire que la société doit changer. Se rappeler que pour faire reculer le racisme, il faut l'égalité des droits et l'égalité sociale ! Se rappeler que c'est Valls, l'actuel ministre de l'Intérieur qui ordonne l'expulsion de jeunes scolarisés et le démantèlement de camps de Roms. Se rappeler enfin, que le PS ne manifestait pas ce jour, sûrement parce qu'il est conscient que laisser en suspens une promesse aussi importante que celle du droit de vote des étrangers ne fait pas de lui un parti antiraciste.

Camille - Le Mans

Réforme de la fiscalité ou comment faire payer les pauvres ?



"L'objectif est clair : (...) favoriser les privilégiés aux dépens des plus démunis"

Le Premier Ministre Ayrault a récemment annoncé une « remise à plat » de la fiscalité et a ouvert un grand débat avec les syndicats et les organisations patronales sur cette question. Malheureusement, on ne peut pas dire grand-chose de plus sur cette réforme pour le moment, à part que la principale mesure qui a l'air de ressortir est la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG.

La CSG est un impôt dont le but est de financer uniquement la Sécurité sociale. Elle en finance un tiers si on l'associe aux différentes taxes. La faire fusionner avec l'impôt sur le revenu, ce serait considérer les dépenses par l'État en matière de sécurité sociale au même titre que les autres dépenses. Pour renflouer le budget de l'armée, il serait désormais possible de ponctionner sur les recettes dédiées à la sécurité sociale ! L'objectif est clair, alléger encore un peu les dépenses du patronat pour compenser le fort « coût du travail » en augmentant la part de financement de la sécu aux salariés ou en baissant ses recettes.

Alors même si on n'en sait pas encore grand-chose, on sait que la réforme de la fiscalité à la sauce Ayrault ne sera pas la « révolution fiscale ». Pire, le gouvernement continuera le chemin qu'il a engagé depuis le début de son mandat : favoriser les privilégiés aux dépens des plus démunis. Preuve en est, une réforme juste de la fiscalité serait contradictoire avec l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste, prévue en janvier.

Une politique fiscale de gauche est possible. Pour cela il faut taxer le capital et le patrimoine, développer les impôts progressifs et surtout, il faut discuter cette politique avec toutes et tous pour aboutir à une fiscalité juste et démocratique.

Au début du mois de décembre dernier, le Front de Gauche a appelé à une manifestation pour le changement fiscal qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le NPA y était pour défendre ses mots d'ordre et l'idée d'une opposition de gauche politique, radicale et unitaire.

Camille - Le Mans



en bref en bref en bref

Un mois de lutte à Lyon 2 contre l'austérité

Trois AG de 150, 500 et 600 personnes, une manifestation de 300 personnes avec les travailleurs en lutte, une autre de 400 étudiantEs avant les vacances de Noël, et surtout un amphî occupé pendant près d'un mois. Une lutte qui s'est organisée petit à petit avec la mise en place d'un comité de mobilisation qui a réuni jusqu'à 150 personnes et de commissions pour structurer la mobilisation (tract, médias, art, manifestations, liens avec les autres sites...). A la rentrée on remet ça !

Victoire contre la sélection à Lille 3

Suite à une mobilisation ayant impliqué plusieurs dizaines d'étudiants en AG, rassemblements, envahissement de CA, la direction de Lille 3 a fini par reculer sur la quasi-totalité des mesures sélectives qu'elle voulait imposer à la rentrée prochaine. C'est une victoire même si le cœur de son projet visant à faire des économies se met toujours en place. Le combat continue !

Un mouvement lycéen qui a rallumé la flamme !

Nous avons eu en ce premier trimestre scolaire un mouvement lycéen de plusieurs semaines, avec blocages, débrayages et surtout manifestations à plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de personnes. A Paris, où la mobilisation a été la plus forte, ce fut un raz-de-marée en l'espace de très peu de jours : 800 lycéens devant le Rectorat le 16 octobre, 6000 en manif le 17 et 10 à 12 000 le 18 octobre. Le mouvement a même pris un bref moment une ampleur nationale et a reçu des messages de soutien de lycéens d'autres pays.

Ce fut une bouffée d'air dans un climat délétère. C'est la solidarité concrète qui s'est exprimée plutôt que les discours haineux. C'est aussi un message fort vis-à-vis de l'extrême droite et de tous ceux qui se sentent assez en confiance pour aggraver des individus sur des bases racistes.

Le gouvernement s'est senti suffisamment sous pression pour donner l'ordre en interne des services de justice d'éviter les expulsions de lycéens et ce sont plusieurs jeunes qui ont été relâchés : un lycéen de Lyon, Abderazak qui était en rétention à Rennes, un lycéen de Nanterre...

Cet élan a permis de redynamiser les réseaux de vigilance contre les expulsions et d'inciter de nombreux lycéens sans-papiers à sortir de l'ombre, à en discuter avec leurs camarades et leurs professeurs. Des dépôts collectifs de dossiers de lycéens ont donc été faits dans une série de préfectures. Et deux lycéens de Chéroux dans le 94 ont été immédiatement régularisés suite au dépôt de leur demande qui a rassemblé 200 lycéens. La semaine avant Noël, c'est tout le lycée Sainte Thérèse de Rennes, personnels et élèves, qui s'est mobilisé (pétition et happening) pour que Natacha, qui a reçu une obligation de quitter le territoire

français, soit régularisée.

Les jeunes mobilisés ont vu qu'ils pouvaient prendre en main les choses et dans plusieurs endroits perdurent des cadres d'auto-organisation ou des collectifs sont en cours de création. Des AG inter-lycées continuent à se tenir à Paris, sous le nom de « Mouvement inter-lycées indépendant ». Dans le lycée Camille Jenatzy, le lycée parisien de Khatchik, un collectif de soutien aux élèves sans-papiers est en cours de création. A Rennes, des lycéens ont créé le collectif de soutien « ASIL », pour Association de solidarité inter-lycées.

Ce mouvement n'aura peut-être pas fait revenir Khatchik et Léonarda mais la jeunesse a montré qu'elle ne se laissera pas diviser, malgré un contexte de crise où c'est si facile de désigner l'immigré comme le coupable au lieu de s'interroger sur le fonctionnement du système capitaliste qui produit régulièrement des crises. Ne nous arrêtons pas à ce mouvement de solidarité. Battons-nous aussi pour obtenir enfin des conditions d'études et de vie dignes de ce nom !

Typhaine - 92 Nord

no comment !

Le 9 décembre, Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur donnait une interview au journal les Echos. Extrait choisi...

Les Echos : Mi-octobre, le Medef a réclamé au gouvernement le copilotage des formations. Y êtes-vous favorable ?

Geneviève Fioraso. : Mais bien sûr ! Cela est déjà intégré dans la gouvernance des universités, où on a, depuis la loi sur l'enseignement supérieur de juillet dernier (dite « loi Fioraso » NDLR), davantage d'acteurs économiques. De même, grâce aux regroupements d'universités que nous encourageons, des stratégies de site vont être définies. Or ces stratégies sont faites pour être élaborées avec les acteurs économiques ! Il faut décloisonner et enlever les a priori. Chacun a des a priori sur l'autre. Mais je constate que, sur le terrain, un certain nombre de barrières sont tombées. Beaucoup d'universités ont des partenariats avec les entreprises. Il faut maintenant faire tomber les derniers bas-

Retour sur la mobilisation des étudiants en travail social POUR LA GRATIFICATION DES STAGES !

Samedi 14 décembre s'est tenue une montée nationale de travailleurs sociaux à Paris. Celle-ci fait suite à une série de mobilisations contre la loi Fioraso qui rend obligatoire les stages de plus de deux mois dans la fonction publique territoriale, hospitalière et dans la protection judiciaire de la jeunesse. Depuis le début de ces mobilisations en septembre dernier, les étudiants portent les revendications suivantes :

- des stages gratifiés pour tous et toutes
- le financement fléché de ces stages
- la non-pénalisation aux diplômés des étudiants et étudiantes n'ayant pas trouvé de stages

- le maintien des stages longs et du principe de l'alternance

Ces mobilisations ont permis de faire répondre la ministre : celle-ci a décidé de supprimer la gratification, ce qui constitue une régression pour l'amélioration de leurs formation, de leurs conditions d'études, d'accueil et de suivi sur les terrains de stage. Les travailleurs sociaux ont également répondu à l'appel des étudiants via une intersyndicale portée par la CGT, la FSU, Solidaires, la FAFPT et FO.

Les travailleurs sociaux ne sont pas les seuls affectés par ce contexte d'austérité et par les choix effec-

tués par ce gouvernement. Partout en France, des hôpitaux, des filières étudiantes dans les universités ferment, des postes sont supprimés, les coupes budgétaires entraînent des fermetures d'établissements social et médico-social...

Il s'agit désormais, pour les travailleurs sociaux, de continuer la lutte pour le financement du dispositif de gratification des stages, mais également de lier leurs revendications à celles des étudiants des universités avec un mot d'ordre commun : Un droit à la formation pour tous !

Gil - Paris





Deux cents euros, c'est le montant dont Marine Le Pen voulait augmenter les bas salaires pendant la campagne présidentielle. Pas si loin des trois cents euros pour tous du programme d'urgence du NPA. Alors le Front national aurait-il un programme anticapitaliste ?

Mais regardons de plus près cette proposition. En réalité, il s'agirait de passer deux cents euros de cotisations sociales en salaire net. Mais ces cotisations ne sont que le salaire différé que l'on perçoit sous forme de prestations sociales (assurance maladie, retraites...).

Une telle mesure donnerait l'impression d'augmenter les revenus, mais aurait pour conséquence de creuser les déficits de la Sécurité sociale, ce qui justifierait de nouvelles contre-réformes. Face à cela, le FN répond que la préférence nationale, véritable clef de voûte de

le programme social du FN UNE IMPOSTURE !

son programme, résoudrait le problème.

L'idée semble simple : en ne distribuant de prestation sociale et en ne réservant les emplois qu'aux seuls Français, on résoudrait du même coup le chômage et le trou de la Sécu. Cette mesure serait d'autant plus efficace qu'on n'est Français pour le Front national qu'en ayant deux parents français. Comme le FN est également contre la double nationalité, de nombreuses personnes perdraient leur nationalité s'il arrivait au pouvoir.

Pourtant, les immigrés rapportent plus à l'État qu'ils ne lui coûtent : ils paient des cotisations sociales, mais ils sont exclus d'un certain nombre de prestations. Appliquer la préférence nationale représenterait un nouveau manque à gagner pour notre système de protection sociale et entraînerait de nouvelles attaques contre nos droits.

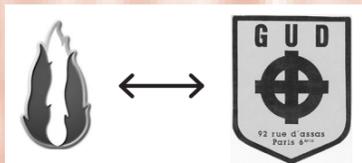
Mais le FN s'en accommode. Dès juillet dernier, à propos de la réforme des retraites, il s'était prononcé pour le maintien des 41,5 annuités et pour le calcul des pensions par rapport aux dix meilleures années de salaires. En clair, il accepte les contre-réformes antérieures qui ont allongé la durée de cotisation et il est loin de revendiquer le

retour aux 37,5 annuités ! Certes, il propose moins de casse sociale que le gouvernement... Mais il en propose quand même !

Surtout, la promesse d'augmenter les bas salaires doit être regardée en lien avec la volonté du Front national de sortir de l'Union européenne afin de réaliser une dévaluation de 25 %. Ainsi, avec l'augmentation de 200 euros, le SMIC net passerait de 1096 euros à 1296 euros. Avec une dévaluation de 25 %, il redescendrait à 1036 euros.

Harry - Tolbiac

Le FN et ses copains...



L'extrême droite est une mosaïque de courants aux idées, aux valeurs et aux histoires diverses voire contradictoires. Certaines caractéristiques lui donnent néanmoins une cohérence : le nationalisme, la xénophobie, le racisme, la haine de la démocratie, une rhétorique anti-élites...

Depuis 1972, en France, elle a constitué un rassemblement permanent : un front... national. Présidé pendant près de quatre décennies par Jean-Marie Le Pen, le parti a échoué à sa fille en 2011. Est-ce à dire que sa nature a changé ?

L'histoire du FN est faite de multiples scissions et recompositions :

tel groupe sort, tel autre arrive, telle personnalité revient... Que Marine Le Pen mette de côté la vieille garde et les fachos les plus ostensibles n'a rien d'un événement particulier.

Le FN n'en entretient pas moins des liens étroits avec toute la mouvance radicale et militante. Le Groupe union défense (GUD), organisation étudiante ouvertement fasciste, assurait sa sécurité dans les années 80. Plusieurs de ses actuels responsables (Edouard Klein, Baptiste Coquelle, Kevin Lamadiou) sont passés par le Front national de la jeunesse (FNJ) et ont été invités à la convention du FN sur les universités à Lille en 2011 ou à sa dernière université d'été.

Frédéric Chatillon, dirigeant du GUD dans les années 80, conseille la direction du FN sur les questions de sécurité ou de finances... C'est lui qui a ouvert le compte en Suisse de Le Pen (ainsi que celui de Cahuzac !).

Le FN semble opérer une sorte de partage des tâches avec ses compagnons : au parti « respectable » les médias et les élections, aux fachos purs et durs la rue et la baston. Il n'en reste pas moins que ces derniers assurent bien souvent son service d'ordre, grossissent ses cortèges en manif et ses rangs en meeting ou remplissent ses listes aux élections municipales...

Quant au programme du FN, il contient toujours l'expulsion de tous les immigrés, l'interdiction de l'IVG ou le rétablissement de la peine de mort.

Non, il n'y a rien de nouveau chez les fachos !

JB - 92 nord

Il n'y a pas de solution protectionniste, il n'y a que des réponses internationalistes !

Face à la mondialisation capitaliste et au libre-échange, l'extrême-droite tente de présenter comme alternative dite « sociale », le protectionnisme, avec des idées comme la sortie de la zone Euro, le retour des taxes aux frontières... Cette idée est d'ailleurs reprise par d'autres bords politiques. On se souvient, au moment de la dernière élection présidentielle, du slogan « Produisons français », porté notamment par Montebourg. Du côté de Mélenchon est défendu un « protectionnisme solidaire », face au libre-échange et au « capitalisme sauvage ».

Le protectionnisme, cette solution antisociale

Les capitalistes utilisent le libre-échange pour créer des marchés plus vastes pour leurs multinationales et

mettre en concurrence les travailleurs. C'est pour cela que nous combattons son extension. Mais il n'y a pas non plus de solution protectionniste. Si un État comme la France cherche à empêcher les patrons étrangers de vendre ici, les patrons des autres pays feront la même chose. Aujourd'hui une très grande partie des produits sont importés (plus de 40 % en France), de nombreux emplois sont liés aux exportations... Les travailleurs seraient donc frappés par une hausse des prix et du chômage.

La majorité de la classe dirigeante est pour l'instant contre ce protectionnisme. Mais avec l'approfondissement de la crise et des tensions entre pays, Marine Le Pen espère bien convaincre que son parti « anti-système » pourra... sauver le système. Car le discours du FN vise

Le vrai programme du FN reste « la France aux patrons français ».

Par contre le FN, toujours nostalgique des colonies, veut bien aussi garder « l'Afrique aux patrons français ».

à créer une solidarité entre salariés et patrons, qui seraient unis par un même combat national. Les « efforts pour la compétitivité » seraient déguisés, à l'ancienne, en « sacrifices pour la Patrie ».

Le vrai programme du FN reste « la France aux patrons français ». Par contre le FN, toujours nostalgique des colonies, veut bien aussi garder « l'Afrique aux patrons français ». Son racisme sert aussi à justifier ça.

Ni protectionnisme, ni mondialisation capitaliste

L'idée qui consiste à faire croire que nous n'aurions le choix qu'entre protectionnisme et libre-échange est mensongère. Le protectionnisme, même quand il se dit « de gauche »,

ce n'est que la protection du capitalisme et de l'exploitation. De la même manière qu'il n'existe pas un « bon » capitalisme moralisé face à un « mauvais » capitalisme aux mains des financiers, il n'existe pas non plus de capitalisme au service des peuples. Libre-échange et protectionnisme ne sont que les deux faces d'une même pièce.

Les problématiques qui devraient être centrales dans le débat politique, en cette période de crise du système, ne devraient pas être la sortie ou non de la zone Euro ou la nécessité de produire en France, qui sont de faux débats, mais plutôt la sortie du capitalisme, la nécessité de produire autrement ou encore la solidarité entre les peuples.

Thomas - Créteil et Julien - Paris

COMB



l'extrême

Lutter contre l'immigration ou contre les patrons ?

L'extrême droite nous répète depuis bien longtemps que les travailleurs français souffriraient d'un grand mal, celui de l'immigration. Pour y faire face, elle propose la préférence nationale, en somme faire en sorte de limiter la part de la main d'œuvre immigrée par l'instauration de quotas. A cela s'ajoute l'idée que les immigrés sont des profiteurs, de mauvais travailleurs et de mauvais patriotes. Bien à l'inverse de ce qu'affirme l'extrême droite, les travailleurs immigrés ont été appelés pour permettre le développement industriel de la France, en occupant les postes les plus pénibles et dégradants. Au XIX^{ème} siècle ce sont les Italiens qui sont venus fournir leur force de travail. Par la suite ce sont les Polonais, les Espagnols, Arméniens, Grecs puis les travailleurs coloniaux qui sont venus à leur tour. Tous ont subi de la part de l'extrême droite des campagnes haineuses accompagnées de violence. Parfois

même, le mouvement ouvrier français a repris, de manière exceptionnelle, ce discours, comme par exemple durant le massacre d'Aigues-Mortes en 1893¹. Cependant cette stratégie n'a jamais permis d'améliorer les conditions de travail, ni de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Tout à l'inverse, c'est par des luttes communes, ainsi que par des luttes menées par les ouvriers immigrés eux-mêmes, que la solidarité entre l'ensemble des travailleurs a pu mettre à mal celle des patrons. Nombreux sont les exemples à la fin du XIX^{ème} siècle, à la naissance du mouvement ouvrier, ou encore dans les années 1980 avec la lutte des travailleurs immigrés dans l'automobile, qui ont permis de gagner des combats emblématiques.

Aujourd'hui l'extrême droite, ainsi qu'une bonne partie de la classe politique passent à l'offensive pour nous diviser. Les Roms et les Musulmans ne sont pas des ennemis comme l'affirment certains.

Pour organiser la riposte, des initiatives ont déjà eu lieu : au mois de novembre à Lille ce sont les travailleurs de La Redoute, les Roms et les lycéens qui ont manifesté tous ensemble, à nous de généraliser cela partout où ce sera possible !

¹ Massacre d'Aigues-Mortes en 1893 ayant conduit au massacre de travailleurs italiens de la Compagnie des Salins du Midi, par des villageois et des ouvriers français

François - Marseille



ATTRE



e droite

Soral et Dieudonné FAUX AMIS, VRAIS ENNEMIS...

Alors que le rappeur Médine fait référence dans son dernier album à la querelle de Dieudonné et que les vidéos de Soral (via son site Egalité et Réconciliation) comptabilisent des millions de vues, certaines personnes sont attirées par cette frange de l'extrême droite par son aspect anti-système, malgré un patriotisme assumé et une xénophobie non cachée.

Alain Bonnet de Soral et Dieudonné M'Bala M'Bala ont présenté conjointement la liste antisioniste (il faut comprendre « antisémite », puisqu'ils parlent eux-mêmes des « Juifs » et du Judaïsme dans son ensemble, et non plus du combat anti-colonialiste palestinien) aux élections européennes de 2009. Ce sont des proches des Jean-Marie Le Pen, Alain de Besnoit, Kémi Séba, ou des groupes d'extrême-droite comme l'Action française (dont l'Université d'été 2013 aura vu l'intervention de Soral qui saluera ses « royalistes catholiques de l'Action Française »), et des conspirationnistes comme le Réseau Voltaire.

Passé par le PC, puis par le FN, avant de créer en 2006 Egalité et Réconciliation, certaines de ses idées apparaissent comme nouvelles alors qu'elles sont utilisées depuis des dizaines d'années. Par exemple, brouiller les pistes entre gauche et droite (même si l'UMP et le PS défendent les mêmes intérêts, il n'y a pour Soral que deux camps : celui de la vérité - son camp - et celui du complot ; celui d'Assad, Poutine, Ahmadinejad face à celui des USA, d'Israël et des Juifs) jusqu'à dire que Marx aurait voté pour le FN s'il vivait encore aujourd'hui. Sur le site d'E&R, on peut voir, outre la figure d'Alain Soral comme s'il s'agissait d'un site de campagne, le message « Gauche du travail, droite des valeurs, pour une réconciliation nationale ». Ce qui laisse perplexe mais n'est pas près de repousser quelqu'un ignorant que derrière ce site se cachent les idées les plus conservatrices de l'extrême droite.

Ce qui attire des jeunes qui ne se revendiqueraient a priori ni d'extrême-droite, ni d'un quelconque nationalisme, c'est aussi bien l'humour employé dans les vidéos par Soral et Dieudonné que le fait d'avoir un seul maître à penser parlant face à une caméra seul sans contradiction possible. Le média utilisé joue un rôle important, ces commentaires vidéos étant par-

tagés des centaines de fois sur les réseaux sociaux. En plus de ne plus voir de différence entre droite et gauche, l'amalgame est souvent fait entre l'extrême gauche et le PS pour discréditer cette première. Par exemple, en démontrant que l'extrême gauche participe à l'exploitation des immigrés en les attirant en France grâce à l'espoir d'une régularisation, tandis que les patrons s'en servent comme d'une main-d'œuvre bon-marché.

À côté de cela, la façon de s'exprimer, l'agressivité permanente, le virilisme patent, le sexisme et l'anti-féminisme de base sont le quotidien des idées tournant autour de « c'est voulu et monter par le système » : les traditions prévalent et le progrès social peut être mis de côté, car selon eux, la femme n'est pas l'égal de l'homme, le féminisme est l'utilisation du corps des femmes à visée commerciale, l'homosexualité n'est pas naturelle, et les suggestions de vidéos sur les sites de partage de vidéo autant que les profils des internautes-commentateurs renvoient systématiquement à un moment donné à l'extrême droite qui dit clairement « La France aux Français ». Mais chez E&R, on l'excuse, car finalement c'est leur milieu bourgeois qui a voulu que ces personnes se tournent vers le FN, et qu'au fond de leur pensée, celles-ci sont moins racistes que les Juifs. Patriarcale est leur vision de la société, correspondant aux schémas de l'extrême droite. On botte en touche quant aux vérités sur le sexisme, et on parle de féminisation de la société : on peut même trouver un livre publié chez KontreKulture - la maison d'édition de Soral - parlant de la gynécocratie (sic). Dans le même sens, la défense des droits des LGBTI est bien sûr pour eux une lutte fondue dans le système capitaliste, et qui ne fait que le renforcer.

Solen - Paris

La lutte de classe : LA MEILLEURE ARME CONTRE L'EXTRÊME DROITE !

Depuis de nombreux mois maintenant, les agressions racistes, sexistes et homophobes se multiplient et se banalisent. Depuis les manifestations contre le mariage pour tous, des groupuscules fascistes s'en prennent physiquement à des militants syndicaux et politiques, des femmes voilées... Cette recrudescence est très largement favorisée par un climat politique nauséabond. En effet les gouvernements alternent mais le racisme d'État reste sur fond de démantèlements de camps de Roms, d'expulsion de sans papiers, de répression dans les quartiers populaires et de climat islamophobe. Ces politiques réactionnaires instituées par un gouvernement dit « de gauche » sont sciemment entretenues et font office « d'arme de division massive » contre les travailleurs et la jeunesse dans un contexte de politique d'austérité. Dans nos foyers des groupuscules fascistes tentent de se réorganiser. Le syndicat néo-nazi GUD s'est réimplanté sur plusieurs campus comme à Nancy ou à Strasbourg ou encore les royalistes de l'Action française universitaire qui tiraient dans leur journal « mort au gauchisme ». Ils nous rappellent la nécessité de nous organiser pour ne leur laisser aucun pouce de terrain sur nos campus. Cela peut passer par des cellules de veille ou des collectifs antiracistes pour anticiper et empêcher leurs activités ou leurs apparitions publiques. Cela s'accompagne d'une montée du FN dans les sondages et des forts résultats électoraux dans les élections partielles comme à Brignoles. Le Front national surfe sur la désespérance sociale et se présente comme un parti « anti système ». En réalité les politiques réactionnaires qui sont menées et qui s'approfondissent sont le résultat d'une classe politique qui s'inspire largement des thèses du FN. Il faut donc s'inspirer notamment de la mobilisation lycéenne de l'automne dernier contre les expulsions. De plus lors des périodes de combativité du mouvement ouvrier contre les politiques de casse sociale et d'austérité le FN est systématiquement du côté du pouvoir. Les mobilisations sociales et l'auto-organisation des travailleurs et de la jeunesse est le meilleur révélateur du vrai visage de l'extrême droite comme étant au service de la bourgeoisie.

Samuel - Strasbourg

Mandela

Qu'en est-il du combat contre l'Apartheid ?

Nelson Mandela, premier président de l'Afrique du Sud post-Apartheid, est décédé le 5 novembre à l'âge de 95 ans. Pour des dizaines de millions de travailleurs et de jeunes, en Afrique et au-delà, il a été l'un des symboles de la lutte contre le régime du racisme institutionnalisé qui a sévi en Afrique du Sud entre 1948 et 1991. Mais qu'en est-il réellement de ce combat alors qu'aujourd'hui les deux tiers de la population, notamment la grande majorité des Noirs, vivent sous le seuil de pauvreté et que, un quart de siècle après la fin de l'Apartheid, l'Afrique du Sud est le second pays où les inégalités sociales sont les plus criantes ? Qu'en est-il de cette ère post-Apartheid dont Mandela a été l'artisan, lorsque l'on sait que les habitants des townships et les travailleurs qui continuent à se battre pour leurs droits sont confrontés à une répression quasiment aussi dure que celle en vigueur dans les années 1970 et 1980 ?

La lutte contre l'Apartheid et 27 années de prison, à l'origine du symbole

Pour des dizaines de millions de personnes en Afrique du Sud qui ont lutté contre l'Apartheid, pour ceux qui, partout dans le monde, ont manifesté dans les années 1970 et 1980 pour exiger la libération de celui qui était alors le prisonnier politique le plus connu de la planète, pour ceux qui avaient associé Mandela au combat contre ce système raciste, la tristesse est grande.

Pour eux, Mandela était le symbole vivant de la lutte contre un régime de racisme institutionnalisé qui faisait des métis et des populations originaires du sous-continent indien des citoyens de seconde zone et des Noirs sud-africains une simple main-d'œuvre forcée à travailler dans une condition de quasi servitude pour les Blancs. Ainsi, une fois leur journée de travail achevée ou leur contrat fini auprès des Blancs, les Noirs devaient retourner dans un township ou leur village, la ségrégation raciale étant la règle. En Afrique du Sud, de façon constitutionnelle, la segmentation raciale Noirs/Blancs recouvrait les divisions de classe entre prolétariat et propriétaires des moyens de production.

Qu'ils partagent ou non l'ensemble des choix qui ont été ceux de Mandela, notamment l'orientation qui a été la sienne à la suite des Accords CODESA en 1991 et durant les cinq années passées à la tête du pays entre 1994 et 1999, les travailleurs et les jeunes d'Afrique du Sud voient en lui celui qui, pour s'être opposé à l'Apartheid et avoir réclamé l'égalité des droits entre les Noirs, les métis, les populations d'origine indienne et les Blancs, a été arrêté en 1962 et condamné à la prison à vie et aux travaux forcés en 1964. Pour ces années de détention dans des conditions inhumaines, pour avoir refusé de négocier sa propre libération tant que l'interdiction qui pesait sur son parti, le Congrès National Africain (ANC) n'était pas levé, Mandela a su gagner les cœurs et le respect de la grande majorité du prolétariat et de la jeunesse d'Afrique du Sud. Les jeunes et les travailleurs ont d'ailleurs sous leurs yeux le contraste saisissant entre Mandela et ses successeurs au gouvernement, à la

tête de l'ANC et de la COSATU, la puissante confédération syndicale sud-africaine, qui gouvernent à travers le clientélisme, la corruption et la trahison ouverte de la rhétorique de justice sociale et raciale qui avait été celle de l'ANC après l'adoption de la Charte de la Liberté en 1955.

Face à un tel contraste, assimilant le parcours de Mandela et ses années de prison à leur propre lutte contre l'Apartheid et pour une vie meilleure, on ne peut que comprendre et respecter la tristesse qui est celle du prolétariat et de la jeunesse noirs et des militants populaires sud-africains aujourd'hui.

L'hypocrisie des dirigeants impérialistes

En revanche, les condoléances envoyées par les différentes présidences et chancelleries des pays impérialistes n'en sont que plus scandaleuses. En effet, ces hommages sont émis par les héritiers ou ceux-là mêmes qui ont été du côté du capitalisme sud-africain blanc ségrégationniste pendant des décennies, qui l'ont soutenu et ont parfois combattu directement l'ANC et les secteurs les plus radicalisés du camp anti-Apartheid.

Le plus hypocrite de tous est très certainement le Premier-ministre de l'ancienne puissance coloniale britannique, David Cameron. Il s'est fendu d'une lettre de condoléances alors qu'en 1989 il s'était rendu en Afrique du Sud pour demander la levée des sanctions internationales qui pesaient alors contre le régime de l'Apartheid. Quelques années plus tôt, ses amis de la Fédération des Etudiants Conservateurs britanniques avaient fait campagne pour exiger « la pendaison de Nelson Mandela ». Pour ce qui est de l'impérialisme étatsunien, la CIA n'a retiré Mandela de sa liste des « terroristes internationaux » qu'en 2008.

François Hollande, pour sa part, en est même arrivé à utiliser le décès de Mandela pour justifier la cinquantième intervention impérialiste française sur le continent africain depuis un demi-siècle, en Centrafrique cette fois-ci.

Un combat politique visant à obtenir l'égalité formelle des droits mais avant tout à éviter la révolution

Il y a une autre raison à l'unanimité de l'hommage qui est rendu à Mandela et qui va au-delà du pragmatisme hypocrite de certains. Mandela a en effet rendu un fier service à l'impérialisme, à ses multinationales qui ont fait et continuent à faire de juteux bénéfices, dans le secteur minier notamment mais pas seulement, sans oublier bien entendu à la bourgeoisie sud-africaine, le patronat blanc, tout comme à la bourgeoisie noire, métisse et indienne, qui aspirait à participer elle aussi aux affaires, qui en était empêchée par le système ségrégationniste.

« la bourgeoisie blanche (...) a préféré (...) renoncer à la suprématie blanche et à l'Apartheid pour mieux sauver le système capitaliste et le patronat blanc en réarticulant l'échiquier politique en cédant la place à l'ANC (...) et à Mandela »

Le pays était le cadre dans les années 1970-1980 d'un conflit social et racial intense, un processus révolutionnaire qui avait à sa tête la classe ouvrière noire et qui menaçait à tout moment de déboucher sur une guerre civile contre le pouvoir blanc. Le coût du maintien d'un régime raciste

d'un autre âge pour défendre les intérêts des Blancs était beaucoup trop élevé. Les premières grosses grèves recommencent en 1973, dans tous les secteurs, mais surtout les mines. Certains débrayages sont durement réprimés, peu sont victorieux ; mais c'est au travers de ces actions que le prolétariat sud-africain commence à mettre sur pied une puissante organisation de coordination syndicale. En 1976, c'est la révolte généralisée de Soweto, menée par de très jeunes lycéens qui revendiquent un même droit à l'éducation pour tous les jeunes sud-africains.

En 1982, c'est la grande grève de 100.000 travailleurs industriels qui commence à marquer le début de la fin du régime de l'Apartheid, également mis à mal par la défaite de son armée face aux troupes angolaises et cubaines en Angola.

Ainsi, la fraction la plus lucide de la bourgeoisie blanche, emmenée par Frederik de Klerk, a préféré opter pour une contre-révolution démocratique que d'aucuns appellent « une transition douce » ou une « transition démocratique » : renoncer à la suprématie blanche et à l'Apartheid pour mieux sauver le système capitaliste et le patronat blanc en réarticulant l'échiquier politique en cédant la place à l'ANC et à sa courroie de transmission dans le mouvement ouvrier, la COSATU. Il s'agissait d'éviter la révolution ou, au bas mot, une guerre civile ouverte que les Blancs étaient loin d'être certains de gagner. C'est le début, en 1985, des « discussions au sujet d'une possible négociation », à Dakar.

Cependant, le camp des racistes est traversé par de multiples divisions, notamment entre le camp des négociateurs, incarné par de Klerk, et la ligne dure de Botha qui multiplie les attentats, allant même jusqu'à commanditer l'assassinat en 1993 de Chris Hani, secrétaire général du PC Sud-africain et chef de la branche militaire de l'ANC.

L'imposition de l'afro-néolibéralisme sous l'égide de l'ANC

Au cours des différentes Conventions pour une Afrique du Sud Démocratique (CODESA) qui ont encadré cette transition en 1991-1992 et à la suite de l'accession de Mandela à la présidence avec 62% des voix aux présidentielles de 1994, l'ANC et Mandela ont renoncé à leur programme adopté en 1955 à travers la Charte de la Liberté, pour « éviter la guerre civile » et « assurer la réconciliation ».

En 1955, la priorité pour la direction de l'ANC était de lutter d'abord pour une Afrique du Sud libérée de l'Apartheid, liant ce programme à un certain nombre de revendications démocratiques, comme la réforme agraire, et sociales, pour améliorer les conditions de vie de la majorité noire, renvoyant à plus tard la mise en place de mesures anticapitalistes et la perspective d'une véritable révolution.

Lorsque des ouvertures ont été faites du côté de l'aile modérée du Parti National, non seulement l'ANC a définitivement



enterré la seconde étape de son programme mais a même bradé son premier volet. La trahison de la revendication élémentaire d'une République de la majorité noire a été la première de la liste. Les nationalisations et la politique interventionniste étatique de création d'emplois prévues dans la Charte de la Liberté ont cédé la place à la mise en œuvre des politiques néolibérales dictées par le FMI et la Banque Mondiale. Enfin, l'institution entre 1996 et 1998 d'une bien mal nommée « Commission vérité et réconciliation » a tout simplement permis l'amnésie des criminels et des génocidaires de l'armée, de la police et des gouvernements sud-africains depuis 1948. Les successeurs de Mandela à la tête du pays, Thabo Mbeki et Jacob Zuma, n'ont fait qu'approfondir cette orientation.

Pendant ce temps, la majorité de la population vit sans assistance médicale. Elle s'entasse dans des townships qui se trouvent dans des conditions pires encore parfois que sous l'Apartheid. Tous les mouvements d'occupation de terres urbaines et rurales sont réprimés par la police. Les deux-tiers de la population vivent sous le seuil de pauvreté et le chômage qui touche officiellement un quart des Sud-africains en âge de travailler avoisine plutôt les 50%.

Nous ne sommes pas des enfants de Mandela, mais des camarades des mineurs de Marikana !

Tout le combat pour en finir avec le racisme, ancien et nouveau, la pauvreté et l'oppression, reste plus que jamais d'actualité. Il sera victorieux lorsque les travailleurs sud-africains, les paysans, les pauvres des villes, pourront le mener en toute indépendance de classe, indépendamment de ce qu'ils ont longtemps considéré comme « leur » parti, l'ANC, mais qui n'a jamais été, en dernière instance, que celui de la négociation avec la bourgeoisie blanche.

Les mineurs de Marikana, qui sont le symbole de l'aile marchante du mouvement ouvrier et populaire sud-africain et ont payé un lourd tribut à la répression en août 2012, ont montré qu'il fallait encore lutter, cette fois-ci non plus contre les patrons blancs mais également contre le gouvernement de l'ANC et les bureaucrates de la COSATU. Ils ont également commencé à indiquer qu'il était possible d'avancer sur la voie de l'indépendance de classe. C'est en ce sens que les révolutionnaires internationalistes que nous sommes choisissons, aujourd'hui, pour rendre hommage à la lutte du peuple sud-africain contre l'Apartheid, de suivre le chemin qu'ont tracé les mineurs de la Province du Nord-Ouest, et non celui de Mandela.

manifestation contre la répression des femmes des mineurs de Marikana



En Centrafrique comme ailleurs **TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !**

L'État français intervient militairement depuis début décembre en Centrafrique. Sous couvert « de sauver des vies humaines », François Hollande se retrouve dans une situation qui se trouve plus compliquée que prévue. Le désarmement d'une partie de la population (la Séléka) risque d'entraîner les représailles de l'autre partie de la population. Du côté politique, le président en place chargé de la transition ne contrôle aucunement la situation. L'opposition politique civile reste également impuissante dans cette situation. Ainsi l'objectif affichée par Hollande de l'intervention française laisse planer de sérieux doutes sur sa réussite. Cette intervention ne va faire que monter les tensions religieuses et ethniques. En vérité, la présence militaire en Centrafrique s'inscrit dans la politique impérialiste de la France.

Les effets de l'impérialisme sur la population

Chaque intervention occidentale n'a pour seul intérêt que la défense des intérêts des pays occidentaux contrairement à la belle propagande des médias qui tentent de faire passer ces interventions pour humanitaire. La Centrafrique est un exemple supplémentaire de la politique française en Afrique. L'exemple le plus connu est la présence d'Areva (multinationale française du nucléaire) au Niger, pays qui alimente 30 % des ampoules française quand 90 % du peuple exploité nigérien n'ont pas accès à l'électricité.

La France soutient, instaure des dictature et empêche les peuples de se révolter par eux-mêmes en se payant le luxe de faire la morale



juste après, les droits de l'homme c'est pas partout pareil...

Tant que les puissances impérialistes iront en Afrique, les pays africains qui regorgent de ressources naturelles ne pourront pas se développer par eux même. S'ils ne peuvent pas s'enrichir alors ces peuples ne pourront pas accéder à un meilleur niveau de vie. La France maintient par sa politique étrangère ces pays dans leur dépendance à l'égard de leur ancien pays colonial. Celui-ci va intervenir ensuite par le biais du système financier mondial (Fonds monétaire international, Banque mondiale) en prêtant de l'argent en échange d'intérêts et d'une dette liant toujours plus chaque pays aux visées des grandes puissances.

Benco et Martin - Le Mans

Argentine défaite du gouvernement et percée de la gauche révolutionnaire !

Depuis le très bon résultat de la gauche révolutionnaire aux élections partielles du mois d'octobre, la situation a évolué. Des mutineries policières ont fait la une de tous les journaux. Cela a entraîné une situation de crise sociale et politique dans le pays qui s'inscrit dans ce qui apparaît de plus en plus comme la « fin de cycle » des gouvernements Kirchner, à la tête du pays ces dix dernières années. Il y a également des éléments de crise économique qui s'expriment par une augmentation phénoménale de l'inflation, autour de 40% par an. C'est dans ce contexte que s'inscrit le très bon résultat électoral de la gauche révolutionnaire, qui constitue une excellente nouvelle!

Le Front de gauche et des travailleurs (FIT) — composé par le Parti ouvrier, le Parti des travailleurs socialistes et la Gauche socialiste — a obtenu 1,2 million

de voix (soit 5% au niveau national). Les meilleurs scores du FIT (entre 10 et 19%) se sont concentrés notamment dans les zones ouvrières et populaires. Ces résultats ont permis l'obtention de trois députés au Parlement et plusieurs députés et sénateurs au niveau des régions. Les sièges obtenus fonctionneront en rotation entre les différentes composantes du FIT et chaque député touchera le salaire d'un travailleur, le reste sera mis dans des caisses de solidarité avec les luttes en cours. L'enjeu central sera néanmoins de mettre cet acquis au service de l'intervention dans la lutte de classes.

Le FIT a fait le pari d'un front délimité autour de l'indépendance de classe et



de l'anticapitalisme. Son programme part des revendications immédiates des travailleurs pour les lier à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et à une perspective socialiste.

La gauche révolutionnaire et anticapitaliste a donc émergé électoralement et dispose d'une tribune pour défendre les intérêts des travailleurs. Un processus de rupture sur la gauche avec le kirchnerisme est ainsi en cours. Le défi du FIT est de leur donner une perspective militante et révolutionnaire.

Laura - Paris 8

Election à Seattle

Dans le pays qui est le symbole de la puissance du capitalisme que sont les Etats-Unis, la révolutionnaire Kshama Sawant (Socialist Alternative) a été élue au Conseil municipal de Seattle.

Cette élection est dans un contexte politique particulièrement tendu aux Etats-Unis, avec l'administration d'Obama qui s'essouffle, le Parti républicain qui est fissuré et l'extrême-droite qui reprend de l'assurance avec les Tea Party. De plus, l'économie du pays est toujours en crise (depuis 2007) et les capitalistes imposent aux travailleurs de payer cette crise, en détruisant des emplois et en attaquant les droits

syndicaux et sociaux. Le pays connaît aussi une recrudescence des luttes contre les conséquences de la crise, comme le mouvement Occupy Wall Street ou la grève des salariés de Boeing.

La campagne de Kshama Sawant, sur le salaire minimum de 15 \$ de l'heure et la défense des droits syndicaux, a polarisé les débats, forçant chaque candidat à se positionner dessus.

Cette campagne tient son poids important du fait qu'elle a été portée par des centaines de bénévoles et des syndicats de Seattle.

Cette élection fait écho à l'important résultat électoral de Ty Moore à Minneapolis (42%), militant d'extrême-gauche, à ces élections. Bien que ces résultats soient encourageants, ils en restent locaux.

Même si ces campagnes popularisent les luttes des travailleurs et affichent une volonté de changer le système, il est important de garder en tête que les seules personnes qui pourront imposer ces avancées restent les travailleurs en lutte.

Orianne - paris 7

Ukraine « Maïdan », une Révolution orange bis ?

En 2004, des centaines de milliers d'Ukrainiens manifestaient contre le président Viktor Ianoukovitch élu par fraude. L'opposition, qui voulait un rapprochement avec l'Union européenne, était présentée dans nos médias (européens) comme « démocrate » face à un pouvoir pro-Russe « conservateur ».

Mais une fois au pouvoir, ces opposants n'ont pas convaincu, et le même Ianoukovitch est redevenu président en 2010... Il s'est sans doute vengé en jetant en prison la médiatique Ioulia Tymochenko, mais il faut dire qu'il ne manquait pas de prétexte, car comme les autres, elle a ses casseroles, et fait partie de l'oligarchie capitaliste, ce club des 100 personnes qui possèdent plus de 60% du PIB du pays.

Depuis le 21 novembre, l'Ukraine semble revivre le même scénario de guerre froide avec le mouvement d'occupation des places (« maïdan » en ukrainien). Suite au refus du président de signer un accord avec l'UE, de grandes manifestations ont surgi, et même s'ils ont été surpris comme les autres, les pseudo-démocrates européens en ont pris la tête. A ceci près que le rejet des partis établis est bien plus fort qu'avant. A Lviv, des organisations étudiantes ont même refusé le micro à un député (d'extrême-droite) de l'opposition, disant qu'ils ne voulaient pas entendre un politicien

en place. Malheureusement le parti ultra-nationaliste Svoboda a gagné une certaine influence (c'est lui qui a fait abattre une statue de Lénine à Kiev).

L'UE apparaît à beaucoup de manifestants comme un vague symbole de modernité, qu'ils opposent aux violences policières, à la censure et à la dégradation sociale. Les capitalistes de l'opposition, qui préfèrent le business avec l'Ouest, s'appuient sur ces espoirs. Certaines figures de l'opposition ont une certaine popularité, comme le champion de boxe Vitali Klitschko qui tient un discours anti-corruption et vaguement « social ». Mais il n'y a rien à attendre de son parti (qui est lié à celui d'Angela Merkel !).

Ces politiciens n'ont aucune intention de remettre en cause l'exploitation de la majorité du peuple d'Ukraine, les travailleur-se-s. Ils se battent surtout pour savoir à quelle grande puissance il vaut mieux faire allégeance. La Russie et son gaz ? L'UE, attractive jusque là mais en crise totale ? Pendant ce temps le quart de la population vit sous le seuil de pauvreté. Il est urgent que les jeunes et les travailleur-se-s mettent au centre leurs propres intérêts, en ne comptant que sur leurs propres forces. Là-bas comme ici, il faut une vraie révolution, rouge !

Julien - Paris

exclusif François Hollande nous écrit ses bonnes résolutions pour 2014

Chère Étincelle anticapitaliste,

Je sais que tu t'opposes à mon gouvernement et à moi. Oh, je te comprends ! Mais il me reste trois ans avant qu'on retrouve Copé et Le Pen au second tour de la présidentielle. J'ai donc décidé de mettre les bouchées doubles cette année.

Tu crois que je suis incapable de faire pire qu'en 2013 ? C'est que tu me connais mal.

D'abord cette année on fête le centenaire de la Première guerre mondiale. La première grande trahison des socialistes français. Hé oui ! Cent ans qu'on a rompu avec l'internationalisme, qu'on fait l'unité avec la bourgeoisie française, qu'on envoie des travailleurs se battre les uns contre les autres pour sauver le capitalisme au lieu de s'unir pour le renverser.

En avril, on va aussi célébrer les vingt ans du génocide au Rwanda. À l'époque, Mitterrand avait reçu les génocidaires à l'Élysée et l'armée française les avait aidés à fuir leur pays.

Alors tu m'en veux toujours pour Khatchik, Leonarda et les dizaines de milliers de sans-papiers qu'on a expulsés ? Pour les guerres coloniales que je mène au Mali et en Centrafrique ? Franchement, tu t'attendais à quoi ? À la fin de la Françafrique ? À une politique internationaliste ? Au droit de vote pour les étrangers ?

Non. Moi président en 2014 je continuerai de mener des politiques racistes et guerrières pour le profit des multinationales françaises.

Ben oui, les grandes entreprises, les grands patrons... Tu savais pas que c'était mes copains ? Alors pourquoi t'indigner que j'ai fait passer l'ANI et la contre-réforme des retraites ?

Et l'emploi des jeunes ! Ce que Villepin avait échoué à faire en 2006, moi je l'ai fait passer comme une lettre à la poste : emplois précaires, sous-payés, sans cotisations sociales, stages sans moyens pour la rémunération...

Tu aurais voulu quoi ? Que je supprime les emplois précaires ? Que j'embauche des fonctionnaires ? Que j'interdise les licenciements en réquisitionnant les entreprises ?

Au lieu de ça, je leur offre 20 milliards d'euros, financés par les prolos via la hausse de la TVA. Sarko en a rêvé, c'est moi qui l'ai fait !

Oui. Moi, président en 2014, je serai toujours « le président des patrons ».

Bien sûr ça t'énerve. C'est vrai que c'est dégueulasse dit comme ça. Mais t'ingénierie, je suis de gauche. Je sais enrober les choses. Regarde la réforme des universités : plus d'autonomie, plus de déficits budgétaires, plus d'influence du MEDEF dans l'élaboration des diplômes... Mais je présente ça comme une réponse aux aspirations de la jeunesse et le tour est joué !

Même quand ils ne sont pas d'accord, les syndicats ne prennent aucune initiative sérieuse pour m'arrêter. Pourquoi donc me gêner ? Après les fucs et le primaire, on va s'occuper des lycées. Oui, les lycéens m'ont un peu fait flipper cette année. Les manif pour les sans-papiers je m'y attendais pas. J'ai été obligé de me ridiculiser à la télé pour ça. Mais entre nous, le ridicule je suis un peu immunisé maintenant.

De toutes façons, la seule chose que je ne peux pas m'autoriser, c'est de reculer sur les baisses de budgets et la déréglementation des services publics. C'est pas moi, c'est l'Europe qui me force, je te jure !

Tu es libre de ne pas me croire, de dire que c'est mon parti et moi qui, main dans la main avec l'UMP, avons mis en place les politiques européennes depuis des décennies... Que l'Europe a bon dos pour excuser toutes les attaques et pour traiter nos adversaires de suppôts du FN.

Mais bon. Moi, président en 2014, je renforcerai l'austérité jusqu'à la mort.

Bon, je pourrais continuer longtemps. De toutes façons, tu n'as pas besoin que je t'écrive pour avoir envie de manifester contre ma gueule, de faire grève, d'organiser des meetings, de te présenter aux élections... Alors je te dis bonne chance. Et comme cette année c'est aussi la coupe du monde, que le meilleur gagne !

Bonne année,

F.H.



Pierre Gattaz, président du MEDEF, plutôt triste le soir de Noël.

En effet, le gouvernement lui a déjà fait tellement de cadeaux durant l'année que personne n'a rien trouvé à lui offrir...

#33 - Janvier 2014

www.npa2009.org

http://npa.jeunes.free.fr

contact-jeunes@npa2009.org



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondu

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

Les RIJ c'est parti !

2014, une année internationaliste ? En 2013 ? nous avons vu des explosions sociales partout dans le monde : Thaïlande, Inde, Bulgarie, Ukraine... Des processus qui se poursuivent avec les plus grandes mobilisations de l'histoire de l'humanité en Egypte. Partout, on parle de colère sociale, partout le système capitaliste n'offre plus d'avenir et n'est que régression sociale. L'année 2014 doit être celle de la résistance des jeunes et des travailleurs. En été 2014, il y aura la coupe du monde de football avec son lot de misère sociale : destruction de favelas, expulsions de communautés pour le profit des capitalistes du monde entier. Ce sera aussi le moment des rencontres internationales de jeunes. Une semaine où des jeunes venus du monde entier se réunissent pour discuter de comment changer le monde, comment renverser le capitalisme, comment mettre en place une société plus juste et s'offrir un avenir.

Cette année le camp se déroulera en France et sera le moment pour nous de tirer le bilan des processus partout dans le monde. Pour mieux préparer la résistance partout dans le monde avec des échanges entre délégations de différents pays, des formations marxistes, des ateliers sur des sujets divers : économie, écologie, oppressions de genres, stratégie...

Quand on n'a pas d'avenir dans ce système, quand on voit que nous allons droit dans le mur... Quelles meilleures vacances que celles qui nous permettent d'envisager un avenir plus juste, sans oppression et sans exploitation. Maintenant, c'est possible avec les rencontres internationales de jeunes.

JBP - 92 nord

Les Rencontres internationales de jeunes sont un camp de jeunes, organisé par les jeunes de la IVe Internationale. C'est une semaine de rencontre entre militants, sympathisants et curieux de toute l'Europe et au-delà. Des débats, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. C'est aussi une semaine où l'on tente de pratiquer nos idées : lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., partage des richesses, autogestion, ... Cette année, les RIJ ont lieu en France, du 3 au 9 août. Pour s'inscrire contactez-nous !

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de APEIJ)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA